

Brexit: ESMA untersucht Umzugspläne

Luxemburg. Die europäische Wertpapier- und Marktaufsichtsbehörde ESMA untersucht derzeit die Pläne von mehreren Fondsgesellschaften, die im Zuge des Brexit ihre Geschäfte nach Luxemburg verlagern möchten. Das schreibt das Nachrichtenportal „Luxembourg Times“ am Freitag. Im Fokus stehen vier Fondshäuser, die ihre Lizenzen in Luxemburg bereits erhalten haben. Ihre Umzugspläne sind laut Bericht „auf europäischer Ebene gebremst“ worden. Das „Supervisory Coordination Network“ habe bereits detaillierte Informationen bei der Luxemburger Finanzaufsicht CSSF angefragt. Das „Supervisory Coordination Network“ wurde im Mai letzten Jahres von der ESMA ins Leben gerufen, um die Umzugspläne britischer Fondsgesellschaften nach dem Brexit zu untersuchen. Die Behörde soll der CSSF Fragen zu Substanz, Mitarbeiterzahl, Anzahl der Luxemburger Vertreter in den jeweiligen Verwaltungsräten und Risikoausschüssen gestellt haben. In einer Stellungnahme im Juli 2017 mahnte die ESMA die nationalen Regulierungsbehörden, eine stärkere Kontrolle der Umzugspläne vorzunehmen, um sogenannte Briefkastenfirmen zu verhindern. Die EU-Kommission schlug daraufhin vor, die Kompetenzen der ESMA zu erweitern. Die EU-Behörde soll Überwachungsaufgaben für Investmentfonds erhalten, bei deren Verwaltung ein Teil der Aufgaben von Drittländern übernommen wird. Finanzminister Pierre Gramegna sprach damals von einer „Angriff gegen Luxemburg“. In einer Erklärung der CSSF am Freitagnachmittag hieß es, die ESMA-Anfragen seien eine Standardprozedur und keineswegs ungewöhnlich. Daher seien auch keine Prozeduren blockiert. *ndp*

Nouvelle étape pour Apateq

Luxemburg. Jusque-là, Apateq, la start-up spécialisée dans le traitement des eaux, avait surtout trouvé des clients dans l'industrie pétrolière. Elle a annoncé hier matin avoir signé un contrat de plusieurs millions pour que sa technologie soit utilisée pour l'approvisionnement en eau d'une des deux plus grosses communes de la deuxième plus grande île de Suède, Öland. L'installation de Mörbylånga, sur laquelle la famille royale suédoise a ses quartiers d'été, permettra de gérer une capacité de 600 à 4.000 mètres cubes par jour. La station sera livrée en novembre 2018. *T. L.*

SES: Moody's confirme la note Baa2

Luxemburg. L'Agence de notation Moody's confirme les notes de crédit «Baa2» de l'opérateur de satellites luxembourgeois SES avec une perspective stable. Pour justifier sa décision, l'agence souligne que cette notation «équilibre l'impact négatif des tendances au niveau opérationnel avec l'impact positif qui résulte du soutien du gouvernement luxembourgeois». *ndp*

«Il faut être conscient des risques»

La directrice des opérations et des projets à la LHOFT, Emilie Allaert, parle bitcoin et ICO

INTERVIEW: THIERRY LABRO

Pas un jour ne s'écoule où l'on ne parle pas de bitcoin. A la baguette d'une analyse très précise non seulement de la monnaie cryptée mais aussi des nouvelles levées de fonds, les ICO pour «Initial Coin Offering», la directrice des opérations et des projets de la Luxembourg House of Fintech, Emilie Allaert, explique les enjeux de ces nouvelles monnaies. Simplement.

Emilie, commençons par le commencement: je n'ai pas de bitcoin et je veux en acheter, de manière sûre et donc au Luxembourg. C'est possible?

Emilie Allaert: Oui! Avec Bitstamp, la première société qui le permette et qui soit sous le contrôle de la CSSF (la Commission de surveillance du secteur financier, le régulateur du Luxembourg. Deux autres sociétés attendent le feu vert, BitFlyer et BitIt, ndlA). Et une société a déjà été interdite au Luxembourg, Coin-Base. Avec la mode des monnaies cryptées, on peut s'attendre à l'arrivée sur le marché d'autres plateformes de ce type.

Donc je me crée un compte sur Bitstamp et après?

Vous devrez fournir un certain nombre de documents, sur votre identité, sur votre pays de résidence, tout ce qui relève du Know Your Customer (KYC, pour «connaître son client»). Après, vous pouvez acheter du bitcoin ou de l'ether, soit avec une carte de crédit, soit avec un virement bancaire.

Ceux qui ont acheté du bitcoin les premiers sont passés par un portefeuille numérique étranger. Qu'est-ce que ça change?

Ça change que vous ne pouvez pas attendre la protection des autorités nationales. En cas de problème, il faudra voir avec les autorités de ces pays-là. Il faut être conscient de ces risques-là.

J'ai mes bitcoins, leur valeur gagne 200, 300 ou 1.000 %. Au lieu de les dépenser ou de les garder, si je décide de les vendre par Bitstamp, est-ce que j'ai la garantie de récupérer mes euros?

Non! Bitstamp est comme une bourse et il faudra que quelqu'un soit intéressé par vos bitcoins au prix que vous en voulez. Dans la pratique, ces monnaies sont à la mode et il y a quand même des chances que vous trouviez preneur.

Il y a de plus en plus d'endroits qui acceptent des paiements en bitcoin. Mais l'autre grosse tendance, c'est l'ICO, c'est quoi une ICO?

Une ICO, c'est une sorte de levée de fonds contre des tokens, des jetons. Des start-upers ont un projet et ils vont chercher des financements directement auprès de la communauté. Cela leur permet de lever des fonds très vite et d'acquiescer une base de clients.

C'est quoi, des «jetons»? A quoi ça donne droit?

Les jetons peuvent être de deux types. Soit des «securities», je veux



Pour Emilie Allaert (LHOFT), le régulateur a un rôle clé à jouer pour protéger le consommateur. (PHOTO: CHRIS KARABA)

dire l'équivalent des actions, avec ou sans droit d'intervention. Et des «utilities», comme des avantages liés à un programme de fidélité. Dans ce dernier cas, vous achetez la possibilité d'être parmi les premiers utilisateurs d'un produit.

Par exemple, FileCoin, une des premières ICO de l'histoire (en 2014), a levé 257 millions de dollars en une heure. Le projet est un site de stockage de données. L'ICO vous donnait 100 FileCoins et par exemple, 2 FileCoins donnaient accès à 5 gigas de stockage. Ce n'est qu'un chiffre indicatif. Donc soit c'est comme si vous aviez des actions, soit comme si vous aviez les avantages d'un programme de fidélité.

Le White Paper et le code, deux éléments clés à prendre en compte avant de participer à une ICO.

Ce sont des placements à risque? Pourquoi?

Par exemple, la SEC, le régulateur américain, a annulé une ICO et obligé la société à rembourser intégralement tous ses clients sous peine d'amendes records et de poursuites judiciaires, parce qu'il pensait que ce n'était pas un projet sérieux. (En fait, le régulateur américain a mis un terme à au moins deux projets, Protostarr qui permettait à des stars de lever des fonds par YouTube par exemple et Munchee dans lequel les utilisateurs pouvaient recevoir des tokens contre des avis sur des restaurants, ndlA). Si un projet n'aboutit pas, vous perdez votre argent de départ. Si il est retardé, vous n'avez pas la certitude de le recevoir. Il peut y avoir plein de situations très différentes qui incitent à la prudence.

Justement, la prudence. Mettons que malgré vos avertissements, j'ai quand même envie de participer à une ICO, à quoi je dois faire attention?

L'ICO est une levée de fonds dans un temps très court. D'abord, il faut se renseigner. Les organisateurs d'une ICO publient généralement un White Paper...

Ce qu'on appelle un «prospectus» quand la levée de fonds est surveillée?

Oui mais justement, ils l'appellent White Paper parce que sinon, ils devraient se mettre en règle avec les règlements sur les «prospectus». La première des choses à regarder est l'équipe derrière le projet. Est-elle présentée? Est-elle un peu sérieuse? A-t-elle déjà réussi à mener au terme un autre projet? La technologie qu'elle promet est-elle pertinente? Quelles sont les étapes de son développement, par exemple, a-t-elle déjà pensé au moment où sa plateforme serait en ligne? Enfin, où l'ICO est-elle localisée?

La localisation, c'est une garantie?

Non, rien n'est vraiment une garantie. Mais un White Paper qui ne comprendrait pas ce genre d'information devrait quand même alerter. De la même manière, les projets devraient partager leur code...

Leur code, leur manière de programmer leur future plateforme?

Oui, leur code source. Sur Github. Ne pas avoir accès à ce code est aussi un signe que l'ICO n'est pas très transparente.

Vous disiez que l'ICO peut être très courte. Et qu'il faut savoir qu'elle a lieu pour pouvoir y participer. Si on la rate mais qu'un projet semble vraiment intéressante, on peut rattraper le mouvement?

Oui. Il y a de nouveaux acteurs, des bourses d'échange des tokens. Là encore, il faut faire attention à ce que l'on fait.

C'est assez difficile à approcher pour des non-spécialistes. Les professionnels de l'investissement qui ont commencé par critiquer ces levées de fonds sont plus discrets ces derniers temps. Pourquoi?

Le cours du bitcoin n'est pas stable. Il y a encore beaucoup de manipulations...

Manipulations, le terme est fort, non?

Certains managers de fonds interdisent à leurs traders d'investir en bitcoin et le lendemain lancent un fonds en bitcoin... Les «chats virtuels» acheté en bitcoin ont suscité tellement d'engouement, notamment en Asie, que le trading est passé de quelques secondes en temps normal à plus de 15 minutes, ce qui a une influence sur le cours des monnaies cryptées, que ce soit le bitcoin ou l'ether et de toutes les monnaies secondaires des deux premières...

Mais les Venture Capitalists, alors?

Les VC ont eux-mêmes commencé à investir massivement dans les ICO. C'est le phénomène des «baleines» en français. (Selon certaines études, 10.000 personnes détiendraient 40 % des bitcoins et donc en cas de ventes auraient une influence très importante sur le cours du bitcoin, donc sur le traitement médiatique avec un effet boule de neige, ndlA.)

Pour lire l'étude de la LHOFT avec la fondation Stellar sur les ICO, <http://bit.ly/2Bd7C91>